

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 20 octobre

1. Allocations familiales : l'opinion tient

⇒ **66% des Français se disent « favorables » à la mesure proposée** (détaillée avec les seuils dans la question). Il n'y a pas de clivage sociologique : toutes les CSP approuvent avec des scores proches.

En revanche **un début de « politisation » du jugement apparaît**, même si le soutien reste toujours majoritaire : 73% à gauche, 56% à l'UMP, 62% au Front national.

⇒ **Trois risques d'opinion** sont identifiables pour la suite :

- **Un décrochage des sympathisants de droite**, si la mesure n'est plus jugée sur ses mérites propres mais comme étant « celle du gouvernement » (cf. évolution de l'opinion sur la réforme territoriale).

➤ *Rappeler dans le débat les déclarations passées de dirigeants de droite favorables à la modulation (A. Juppé, B. Le Maire, ...) pourrait ralentir cet effritement.*

- **Le sentiment d'une double peine**, si ces mesures sont vues comme s'ajoutant et non se substituant à celles initialement envisagées. Or la couverture médiatique concernant l'abandon de la réduction de la prime de naissance du 2^{ème} enfant ou le maintien de la majoration à partir de 14 ans étant passée au second plan, il est probable que l'opinion n'ait pas retenu ces gestes.

➤ *Davantage de communication sur le maintien de ces mesures (sous l'angle de l'égalité ?) pourrait sans doute limiter le risque.*

- **Le sentiment que l'on donne toujours aux mêmes au détriment des classes moyennes** - avec, un lien qui sera fait dans certaines franges de l'opinion entre familles nombreuses démunies et immigration.

➤ *Il paraît utile de justifier avant tout le principe de justice de cette mesure en soulignant qu'il s'agit de demander plus à ceux qui le peuvent, plutôt que de donner plus aux plus démunis.*

2. Les mesures Macron approuvées

⇒ **78% des Français se disent favorables à la mesure concernant le travail du dimanche** (détaillée dans la question). L'approbation **transcende les clivages partisans** : 60% des électeurs de la majorité et 86% de ceux de la droite gouvernementale ; mais aussi **60% des sympathisants Front de gauche** et **83% des sympathisants Front national**.

⇒ **59% pensent que cela « va permettre de favoriser l'emploi et l'activité économique »**, raison sans doute principale du soutien à cette mesure. Là encore tous les électorats sont majoritaires - à l'exception de celui de J.L. Mélenchon, mais de bien peu : 45% jugent cette mesure efficace pour l'emploi et l'activité.

A noter qu'un sondage Opinionway publié vendredi donnait les mêmes résultats, avec une question un peu plus large (qui incluait non seulement le travail du dimanche mais aussi les professions réglementées).

Les marges pour pousser le curseur plus loin semblent en revanche limitées : 52% des Français seraient favorables à « *aller plus loin [que cette mesure] pour permettre l'ouverture des magasins le dimanche* », mais seulement 42% des électeurs de F. Hollande et 43% de ceux de J.L. Mélenchon.

⇒ **Le développement des transports en autocar est également jugé utile pour « favoriser l'emploi et l'activité économique » par 55% des Français et pour « aider le pouvoir d'achat des plus modestes » par 54%**. Il y a à ce stade très peu de clivages sociologiques ou politiques (même si les CSP- semblent légèrement plus favorables ; mais les habitants des communes rurales légèrement plus défavorables - paradoxalement).

3. Les suppressions de poste dans l'armée en revanche mal jugée

⇒ **77% des Français se disent opposés à la « suppression des 34 000 postes d'ici 2019, dont 7 500 en 2015 »**, la question, volontairement dure, précisant que cela « *aura pour conséquence la fermeture de plusieurs bases militaires* ». Les sympathisants de la majorité sont les seuls à être un peu moins sévères, avec 66% de désapprobation contre 33% de soutien. Les électeurs de N. Sarkozy sont 80% à s'y opposer, ceux de M. Le Pen 92%.

⇒ **Les raisons de cette opposition tiennent à ce que la suppression d'activité induite par la fermeture des bases est très bien perçue** (91% pensent que cela « *va avoir des conséquences négatives sur la situation économique des villes dans lesquelles des bases militaires seront fermées* »), **alors que les Français ne croient pas que cela va permettre des économies** (35% seulement pensent que ces fermetures vont « *vraiment réduire les dépenses de l'Etat* »).

Reste que, lorsque l'on demande aux Français où couper pour faire des économies, la défense continue à arriver parmi les premières réponses. Mais notre crédibilité générale à faire des économies n'est pas encore assez solide pour contrebalancer en partie le mouvement initial de refus des mesures de restrictions.